Nevoy : les élus giennois reçus à Paris

Publication : jeudi 1 août 2013 08:27

Le Journal de Gien, 1er août 2013



Gien

Abonnement sur internet

Depuis cette semaine, on peut s'abonner au Journal de Gien par internet. Se rendre sur le site Centrefrance Boutique. Et dans la rubrique thématique, cliquer sur « abonnement journaux et magazine » « le Journal de Gien est là ».

Histoire et terroir

L'office de tourisme propose (entre autre) une visite Guidée relative Gien en 1940, vendredi 2 août à 16 heures. Samedi et dimanche, de 10 à 12 heures, dégustations de produits régionaux pour connaître les productions locales.

Plan canicule

De fortes chaleurs sont prévues dans les jours à venir. Hydratation et fraîcheur sont nécessaires. Le centre communal d'action sociale de Gien incite à éviter l'isolement. Pour en savoir plus, renseignements au : 02.38.29.87.90.

RASSEMBLEMENT ESTIVAL TZIGANE À NEVOY

Les élus giennois reçus à Paris

Vendredi dernier, le préfet du Loiret est venu rencontrer les élus giennois pour la préparation du prochain rassemblement estival fin août de la communauté tzigane « Vie et Lumière ». Les élus locaux n'entendent pas financer une partie de la logistique de ce rassemblement et seront reçus à Paris cette semaine sur ce sujet.

Le sénateur Jean-Pierre Sueur et le député Claude de Ganay (à gauche) assistaient à la réunion de travail présidée par le préfet en mairie de Gien vendredi avec l'ensemble des services préfectoraux pour préparer le rassemblement.

Sous la pression des élus giennois dont Michel Beeuwsaert le maire de Nevoy qui avait clairement annoncé qu'il boycotterait la réunion de préparation du prochain rassemblement estival tzigane si elle se tenait à Orléans, le préfet du Loiret Pierre-Etienne Bisch et l'ensemble des services préfectoraux ont fait le déplacement vendredi dernier à la mairie de Gien.

Les élus de Nevoy écoutés par le préfet

Une délégation d'élus novelatins autour de leur maire a souhaité être reçue par le préfet en préambule à la réunion à laquelle la presse n'a pas été conviée à assister.

Le non-respect de la parole de l'Etat

Ils ont fait part de leur mécontentement de la tenue de ce second rassemblement dans l'année.

Le préfet a reçu en préambule à la réunion une délégation du conseil municipal de Nevoy.

En présence de l'ensemble des services, de la gendarmerie aux pompiers en passant par l'hôpital et la centrale nucléaire de Dampierre, le préfet a consacré une première partie de la réunion aux doléances des élus giennois. Christian Boureau, représentant présents, le sénateur Jean-Pierre Sueur et le député Claude de Ganay. « Ils ont eu une position extrêmement républicaine, ce n'était pas tourné contre la communauté des gens du voyage mais contre le non-respect de la parole donnée par l'Etat » confiait le préfet Pierre-Etienne Bisch.

Les élus reçus au ministère de l'Intérieur

« Nous avons eu des engagements du préfet pour être reçus au ministère de l'Intérieur cette semaine pour que l'Etat prenne en charge financièrement la partie qui nous incombait à la communauté des communes » confiait Christian Boureau, président de la CDCG. « Je pense que nous aborderons également le sujet pour les années à venir » ajoutait Michel Chatrico, maire de Gien.

Un dispositif sécuritaire similaire au printemps

Côté gendarmerie, le dispositif devrait être similaire au rassemblement printanier avec des escadrons de mobile (certains seront logés sur le Montargois faute de place dans les hôtels du Giennois), des réservistes, les cavaliers de la garde républicaine et bien entendu les gendarmes locaux dont les permissions et vacances prévues à cette date ont annulé.

Christian Boureau a obtenu que la zone commerciale de la Bosserie soit interdite d'accès aux caravanes grâce aux concours de la gendarmerie alors qu'il pensait avoir recours à des vigiles.

À la centrale nucléaire, on avait prévu un convoi de combustible nucléaire depuis le terminal ferré pendant cette période. La centrale a pris ses dispositions pour le décaler.

Le maire de Nevoy procédera à la fermeture des chemins communaux vraisemblablement dès le week-end du 15 août sachant que le terrain sera officiellement ouvert le jeudi 22 août.

Les Tziganes aux côtés des élus lors de la manifestation du 3 août

« Je suis content car lors de la manifestation du 3 août, les gens du voyage seront à nos côtés : on va enfin arrêter de dire que nous sommes racistes envers eux et on veillera aux inscriptions sur les pancartes ce jour-là ; le pasteur Charpentier prendra la parole car eux aussi, ils sont victimes du non-respect de la parole donnée par l'Etat » déclarait Michel Beeuwsaert le maire de Nevoy qui invite la population à se joindre à la manifestation prévue à 11 heures devant l'école.

HÉLÈNE BICHON

Le pasteur Charpentier (2e à gauche) entouré des élus et du préfet sera à la manifestation du samedi 3 août.

Les réactions au rassemblement estival du 25 août au 1er septembre

Les réactions ont été nombreuses dans le monde politique local et départemental.

Le maire de Gien écrit au Président de la République

Patrick Chérico, maire de Gien, a fait part de son mécontentement non pas au ministre de l'Intérieur mais directement au Président de la République François Hollande !

« En ma qualité de maire du pôle de centralité, je me permets d'attirer votre attention sur cette décision profondément injuste » écrit le maire de Gien. Qui rappelle « que la logistique mise en place par la collectivité pour assurer la sécurité est considérable. La période estivale, avec des effectifs allégés, ne facilitera pas la tâche de notre commune et celle de Nevoy ».

Évoquant le non-respect de la parole de l'Etat, le maire de Gien n'hésite pas à « utiliser un slogan qui vous est cher mais, avec cette décision, « Le changement, c'est maintenant ! »

« En tant qu'élu républicain, je ne peux continuer des débordements verbaux actuels (le maire fait allusion aux propos de son collègue de Cholet) mais je me dois d'assurer la sécurité, la tranquillité et l'hygiène publiques. En tout état de cause, un rassemblement, préparé à la hâte, aura des répercussions considérables sur le rythme de vie habituel des Giennois » ajoute l'élu qui demande au Président de la République de « prendre l'engagement, avec votre ministre de l'Intérieur, de ne plus accepter un second rassemblement dans le Giennois et de trouver un terrain plus propice à les accueillir durant cette période ».

« Une République de discours » pour Eric Doligé

Le sénateur et président du conseil général du Loiret Eric Doligé a réagi également, dénonçant le volte-face de l'Etat. « Le changement c'est maintenant ! nous a-t-on dit. Mais en réalité l'on constate un rétropédalage » claime Eric Doligé qui parle « d'une démonstration de la totale incapacité à agir du gouvernement ».

Rappelant qu'en 2012, avec Jean-Pierre Illuriger, et plusieurs parlementaires « ils avaient obtenu des engagements forts de l'Etat et plus aucun ne devait se tenir en été », et sachant que « le présent gouvernement le savait », Eric Doligé conclut « nous sommes dans la République du discours et non de l'action. »

« Que vaut la parole de l'Etat ? » lâche Martine Ragey

Pour la Giennoise Martine Ragey, présidente de l'Association citoyenne giennoise, « sans stigmatiser cette communauté, respectable comme toutes les autres, ni être dupe de sa forte influence au sein des hautes sphères du pouvoir, l'Etat démontre malheureusement qu'on ne peut avoir foi en sa parole. C'est grave ».

« Il n'y a pas de comparaison possible à l'égard d'une autorité publique capable de trahir ainsi ceux qui ont à gérer des situations imposées. L'Etat se prévaut régulièrement de bilans positifs, mais toujours fort peu détaillés sur les réalités, à chaque fin de rassemblement » assure Martine Ragey.

Elle ajoute que « même si aucun fait grave n'a été relevé jusqu'à présent, l'afflux de plusieurs milliers de caravanes et de personnes induit sans doute de nombreux désagréments pour la population locale ».

Craignant que cette situation ne soit appelée à perdurer dans les années à venir, Martine Ragey souhaiterait « des compensations durables » avec notamment l'attribution du statut de zone franche pour le Giennois [...] affecté par un chômage important, et une meilleure écoute et une prise en charge effective des doléances de la population, notamment des riverains du rassemblement ».

Un appel à la tolérance par le Parti radical

« Condamnant sans appel les propos ignobles tenus par le député Gilles Bourdouleix, maire de Cholet, Pascal Vilain, président du Parti radical du Loiret appelle à la tolérance. Il met en garde contre toutes discriminations à l'égard de la communauté « Vie et Lumière » dont le rassemblement s'effectuera une nouvelle fois dans les pires conditions du fait de la carence des pouvoirs publics et de leur surdité à l'appel des élus du Giennois et départementaux. »

Phoca PDF